

Hommage à Michel Autés



Michel Autés est une des grandes figures, avec notamment Michel Chauvière, de la sociologie politique du travail social. Après des études de sociologie à l'université de Lille, entamée en 1967, il rentre dans les années 1970, en qualité d'assistant de recherche au Centre de Recherches économiques, sociologiques et de gestion (CRESGE), rattaché à la faculté catholique de Lille, et s'implique fortement dans la formation des travailleurs sociaux, au sein de diverses institutions dont, le Centre de formation d'éducateurs (CFE), géré par le Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées (CREAI), l'Ecole de service social de la Ligue du Nord d'hygiène sociale ou encore l'IRTS de Loos. A la fin des années 1970, il intègre le CNRS, sous le statut d'ingénieur de recherche, et obtiendra en 1993 un poste de chargé de recherche.

En 1981, il rejoint l'équipe de sociologie en constitution à l'Institut de sociologie de l'université de Lille 1 (Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques (Clersé)). Cette équipe de sociologie est reconnue peu après comme une unité de recherche associée au CNRS, où il fera le reste de sa carrière. Durant ces années, il demeure particulièrement actif dans les débats sur la définition et l'organisation de la recherche au sein du travail social.

Chercheur engagé, Michel Autés l'est à plus d'un titre : au niveau associatif, il fut, à la fin des années 1970, président de l'association gérant le club de Prévention « Chevalier de l'Espinard » dans le quartier du Faubourg de Béthune à Lille, avant qu'elle fusionne en 1988 avec deux autres clubs de prévention lillois, pour créer l'Association Lilloise de Prévention Spécialisée (ALPS). Celle-ci fusionnera à son tour en avril 1991, avec MARGE (Moulins-Arpep-Regroupement Educatif) pour donner naissance à l'association Itinéraires.

Sur plan politique, à la fin des années 1980 il se rapproche des Verts, devient conseiller municipal de sa commune (Seclin), puis adjoint au maire, chargé de l'économie sociale et solidaire, puis du développement durable lors d'un deuxième mandat. Mais l'intérêt de l'action politique, il le trouvera dans ses mandats au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. En 2004, en tant qu'élu, il y exerça le poste de vice-président en charge de la santé.

Ses responsabilités associatives et politiques ont fortement marqué un autre rapport à la réalité, et nourrit sa réflexion sur les problématiques de recherche. Mais l'enseignement majeur qu'il en tire, écrit-il : « C'est la profonde irrationalité qui gouverne la vie politique, au rebours de l'air du temps qui

entretient l'illusion d'une politique basée sur des expertises, des connaissances et cette rhétorique incroyablement illusoire que la science vraie est la source de la bonne politique. »

Toute son activité de chercheur a été en lien avec la commande publique et le financement par contrat, pour une grande part avec les ministères et les administrations d'État, mais aussi avec la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), la Communauté européenne et diverses collectivités locales. Ses recherches concernent plusieurs domaines : politiques sociales, questions urbaines, pauvreté, travail social, santé mentale. Elles se nourrissent, avec une profonde clarté, du marxisme (Althusser), de philosophie (Foucault), de psychanalyse (Lacan) et de la *théorie critique* de l'École de Francfort (Adorno et Habermas).

Dans son livre *Travail social et changement social* (1981) issu de sa recherche urbaine dans des quartiers défavorisés (quartier de l'Alma Gare à Roubaix, quartier de Fives à Lille...), il analyse les logiques politiques et gestionnaires des réalités à l'œuvre et sur « la capacité des travailleurs sociaux d'intervenir auprès des institutions pour qu'elles acceptent de considérer les populations comme des acteurs à part entière. » Revenant sur cette analyse, il conclut : « Le mythe de la participation des habitants en ressort un peu essoré. Mais les succès ne sont pas minces dès lors que le travail social s'interpose comme un acteur du jeu politique, en forçant les institutions à mettre en accord leur discours bienveillant sur la participation et leurs pratiques très en retrait. » Pour Autés, l'accumulation des savoirs (rapports et autres productions) ne conduisent pas à des solutions pérennes. L'autre enseignement qu'il en tire est, qu'au-delà des « liens complexes entre les problématiques urbaines et les problématiques sociales », les rencontres « improbables » du travail social et des politiques publiques participent de la duperie : « comment faire ce qu'on vous demande de faire quand tout indique qu'on veut surtout vous empêcher de le faire ? », s'interroge-t-il avec lucidité.

La recherche sur la pauvreté à laquelle est consacré son ouvrage *Travail social et pauvreté* (1992) se veut une « contribution critique à l'aggiornamento néolibéral des politiques sociales françaises ». Il y analyse les liens opératoires entre pauvreté et travail social, les enjeux sociaux et symboliques de la pauvreté et son traitement politique. Pour Autés, l'efficacité du travail social est une efficacité symbolique, car il travaille à partir des identités défaites afin que soient reconquis des espaces de parole pour ceux qui se trouvent mis en exclusion de la société.

Dans ses recherches sur le travail social, Autés situe ce champ d'activité dans sa dimension politique visant à « réinscrire les exclus dans le jeu social, leur faire reconquérir leur identité individuelle et leur identité sociale à l'intérieur de laquelle les individus se construisent leur propre identité. » Contrairement à ce que veut faire croire l'instrumentalisation dont il est l'objet, le travail social n'a pas le pouvoir de résoudre les problèmes de la société, « mais de créer pour sa part les conditions de leur résolution ». En cela, les pratiques du travail social sont avant tout des pratiques qui visent à produire du sens, en prenant en compte le rôle prépondérant que l'instance idéologique joue dans le social.

Sociales, symboliques et langagières, les pratiques du travail social revêtent une dimension à la fois politique et éthique. Elles se singularisent par leurs « savoir-faire obscurs », qui quelques fois assurent les derniers maillons, même fragiles, qui relient les exclus à la société. Le travail social est fondamentalement du côté de l'autre dimension qui le caractérise, empruntée à Michel Foucault : la *parrèsia*, cette « parole qui porte sur ce qui ne se dit pas, sur ce qui n'est pas bien de dire, quitte à rompre le consensus implicite sur les croyances communes avec les silences et les impensées qu'elles imposent, comme avec les évidences qu'elles installent ». Cette finalité reste à poursuivre. C'est là, conclut Michel Autés, un des défis pour les professionnels [qui] « est d'apprendre à reconnaître le monde dans lequel ils sont ».

Youcef Boudjémaï